



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

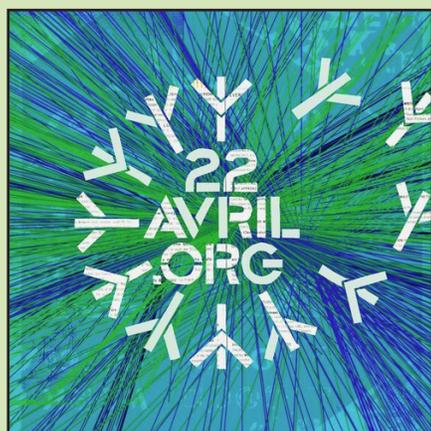
Numéro 354

13 avril 2012



Bougeons!

**Rassemblement pour
le bien commun et
l'environnement**



Un grand rassemblement citoyen aura lieu à Montréal le 22 avril, Jour de la Terre, pour défendre le bien commun, le partage de la richesse et le respect de l'environnement. L'objectif du comité organisateur est de réunir 100 000 personnes à 14 h à la place des Festivals, dans le Quartier des spectacles. Déjà, plusieurs régions s'organisent pour assurer le transport en autobus vers la métropole. D'autres régions tiendront leur propre rassemblement chez elles. Pour plus d'informations : www.22avril.org.

Polarisation du débat sur les droits de scolarité

AppuyeurEs des étudiantEs en grève, encore un effort!

Le 22 mars dernier, alors que 200 000 personnes marchaient dans les rues de Montréal pour appuyer le mouvement de grève étudiant, on était en droit de s'attendre du gouvernement qu'il invite les organisations étudiantes à venir s'asseoir avec lui pour négocier. Le gouvernement a plutôt préféré persister dans son obstination. Il a même durci le ton.

Au même moment, certainEs se sont sentiEs investiEs d'une mission : casser l'élan du mouvement étudiant.

Une déferlante d'attaques

Depuis cette manifestation historique – c'était déjà vrai avant, mais dans une moindre mesure –, la plupart des commentateurEs de l'actualité qui se réclament de la « droite décomplexée », de même que l'ensemble des apôtres de la privatisation des services publics, essaient d'attaquer par tous les moyens possibles et inimaginables les étudiantEs grévistes et les organisations qui les représentent. Une contrevérité n'attend pas l'autre : les étudiantEs ne sont pas en grève, ils boycottent leurs cours ; leurs associations ne respectent pas la procédure lors des assemblées générales ; les universitaires ne paient pas leur « juste part »,

ni en dollars courants ni en dollars constants ; etc., etc.

Parmi les idéologues qui veulent réduire la liberté des étudiantEs à celle du consommateur, certainEs vont jusqu'à applaudir l'usage du gaz poivre, de la matraque, des bombes assourdissantes.

Grand bien leur fasse.

Toute cette agitation n'aura cependant servi à rien.

Car malgré les basses manœuvres et l'entêtement du gouvernement, la petite vue et la fausseté des dogmes néolibéraux, malgré les tentatives de division du mouvement, la violence policière, les injonctions provisoires appelées à se multiplier, malgré l'intimidation de certaines directions collégiales et universitaires, les étudiantEs ne plient pas. Bien au contraire.

Une déferlante d'appuis

Dès le début du mouvement d'opposition à l'augmentation de 75 % des droits de scolarité, les étudiantEs ont su faire preuve de rigueur intellectuelle, de créativité et d'audace. Depuis le 22 mars, s'est ajoutée à ces qualités initiales

(suite en page 2...)



Photo : André Querry



(...suite de la page 1)

une détermination hors du commun ! Ils auraient pu ralentir le rythme de leurs actions, quitter la rue pendant quelques jours, se plier aux injonctions et retourner en classe. Qui aurait pu les en blâmer ? À l'inverse, les étudiantEs ont redoublé d'ardeur. Rien ne semble les essouffler, ni le discours prémâché de la ministre Beauchamp et l'intransigeance du premier ministre Charest, ni la mauvaise foi et le mépris de la droite populiste !

Cela leur vaut l'estime de l'ensemble des « forces vives » de la société québécoise. Et cela se traduit par de nouveaux appuis à leur cause tous les jours. Des citoyenNES affichent le carré rouge dans leurs fenêtres, des professeurEs écrivent dans les journaux pour dénoncer le cul-de-sac gouvernemental, des juristes tempèrent la portée des décisions des tribunaux, des artistes donnent de leur temps pour démontrer leur solidarité... La liste des appuis est longue, très longue.

AppuyeurEs des étudiantes et étudiants en grève, encore un effort !

Ils y sont presque ! Le temps joue contre le gouvernement. Il ne pourra pas rester têtue comme un âne *ad vitam aeternam*.

Dans l'état actuel des choses, le vrai moment, le seul qui compte vraiment pour le mouvement de grève, c'est celui qui se joue maintenant, celui de la lutte parvenue à son dernier round.

C'est pourquoi le mouvement social québécois doit continuer à se tenir aux côtés des étudiantEs ; continuer à faire voir et à faire valoir son appui aux grévistes. Participons à leurs nouvelles actions. Écrivons dans les journaux. Faisons (re)connaître la légitimité de leur revendication !

En tout cas, c'est ce que le Collectif entend faire d'ici l'abandon, par le gouvernement, de cette idée déraisonnable qui consiste à augmenter les droits annuels de scolarité de 1625 \$.

Coups dans l'appareil gouvernemental fédéral Disparition prochaine du Conseil national du bien-être social

Une autre tuile vient de tomber sur les CanadienNES en situation de pauvreté et les organisations qui les représentent. En effet, le gouvernement fédéral a décidé de couper, à compter de 2013-2014, l'ensemble des subventions qu'il accordait au Conseil national du bien-être social (CNBES), un organisme consultatif qui, depuis plus de 40 ans, recueille des données et produit des rapports sur la pauvreté au pays.

Le CNBES, c'est quoi ?

Le Conseil national du bien-être social a été créé en 1969. Son rôle est d'informer le gouvernement fédéral sur les enjeux relatifs à la pauvreté et aux conditions de vie des personnes qui la vivent, et de le conseiller sur les programmes et politiques se rattachant à ces enjeux.

Son « utilité » ne s'arrête toutefois pas là. Par la publication de ses rapports, ses communiqués de presse et son site internet, le Conseil fournit de l'information aux médias, à la population, aux organisations qui luttent contre la pauvreté, aux chercheurEs, etc. Le Conseil permet par ailleurs aux personnes en situation de pauvreté de faire connaître leur point de vue au gouvernement sur les questions qui les concernent au premier chef.

Au cours de son existence, le Conseil a entre autres publié des rapports sur les programmes de la sécurité du revenu, les prestations pour enfants, le régime fiscal, le revenu adéquat, les programmes d'emploi, le système judiciaire et les services sociaux. Son dernier rapport, qui a eu passablement d'écho dans les médias, s'attardait aux coûts liés au fait qu'on tolère la pauvreté, plutôt que de l'éliminer.

Derrière les chiffres

On voit bien ce qui dérange le gouvernement : le CNBES ne fait pas que lui fournir données et conseils pour l'élaboration et l'évaluation de ses politiques sociales, il informe en outre la société civile, qui peut dès lors vérifier la justesse de telle ou telle action gouvernementale.

Le budget du CNBES s'élève à 1,1 million \$ par année. C'est une goutte d'eau dans l'océan des finances publiques canadiennes. En lui retirant ses subventions, le gouvernement semble donc moins chercher à économiser de l'argent qu'à tuer dans l'œuf toute opposition à ses choix idéologiques.

Au train où vont les choses, le gouvernement aura bientôt beau jeu de dire : « nos décisions politiques sont justes, la preuve en est que personne ne peut prouver le contraire ». 🌱



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca